

Geoffroy Roux de Bézieux : « La masse salariale progresse plus vite que l'inflation »

« “La cote d'alerte sur les comptes publics est déjà largement dépassée” », titre **Les Echos** qui ouvre ses colonnes à Geoffroy Roux de Bézieux. Le président du Medef s'inquiète de la situation politique si l'absence de majorité absolue se traduit par un statu quo mais appelle les partenaires sociaux à jouer « un rôle majeur ». « Il y a des points sur lesquels on doit être capable de faire rapidement des propositions consensuelles », relève Geoffroy Roux de Bézieux, pointant, par exemple « la formation professionnelle » et « les barrières au plein-emploi ». « **Le problème numéro un de nos entreprises porte sur les difficultés de recrutement qui tiennent notamment aux difficultés de logement et à la mobilité du quotidien et géographique.** » « Si nous trouvons un accord patronat-syndicat, il y aura une majorité au Parlement pour le reprendre », assure le président du Medef. **Interrogé sur la loi sur le pouvoir d'achat, il se dit « très inquiet de voir cette loi devenir un texte fourretout »** et réclame « des mesures ciblées, proportionnées et limitées dans le temps. » « Ce qui me frappe, c'est que la conjoncture n'est pas si mauvaise », précise encore Geoffroy Roux de Bézieux pour qui « le sujet des freins à l'emploi devrait être une grande cause nationale ». « **Si les salaires augmentent actuellement, ce n'est pas seulement lié à l'inflation mais parce que l'emploi est très dynamique** », martèle le président du Medef, pour qui « il n'y a donc pas besoin d'augmenter encore les dépenses publiques. Et il ne faudrait surtout pas abandonner, à cause de l'inflation, une politique de l'offre qui a porté ses fruits sur le front de l'emploi. » Sur les revalorisations salariales, Geoffroy Roux de Bézieux juge que « l'Etat a un double discours en la matière. **Officiellement il faut augmenter les salaires, mais en coulisse on nous dit de faire attention à ne pas nourrir l'inflation avec trop de hausses de salaires.** » Mais globalement, dit-il, « les entreprises font le boulot sur les salaires, ne serait-ce que parce qu'elles y sont contraintes par la loi de l'offre et de la demande ». Sur la prime Macron, il assure que le patronat n'est pas opposé au dé plafonnement mais précise que « le taux de marge des entreprises va sans doute baisser cette année avec la montée des prix, ce qui pèsera nécessairement sur le niveau des primes. » Il propose, par ailleurs, de « développer l'intéressement » ou encore « de supprimer la surcotisation sur les heures supplémentaires ». Evoquant la réforme des retraites, Geoffroy Roux de Bézieux rappelle qu'il « faut augmenter la quantité de travail en France si l'on veut pouvoir financer les besoins croissants de notre modèle social ». « Ce qu'il faut, c'est augmenter l'âge légal de départ. (...) Il ne faut pas avoir de totem, mais il faut enclencher le mouvement. » (**Les Echos, p.2**)